



SÉANCE 6
25 février 2021

- 15:00 - 16:45 Lilongwe
- 16:00 - 17:45 Addis Ababa
- 14:00 - 15:45 Paris
- 08:00 - 09:45 New York

SÉANCE 6

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET HUMAIN DANS LES PMA AFRICAINS – REDUIRE LES INEGALITES ET PROMOUVOIR LE BIEN-ETRE ET LES OPPORTUNITES

Cette session explorera les facteurs qui contribuent à la forte prévalence de la pauvreté et des inégalités dans les PMA et étudiera les multiples dimensions qui limitent leurs efforts d'éradication de la pauvreté. Elle examinera comment les progrès vers le développement humain peuvent être accélérés en s'attaquant aux aspects qui contribuent à la pauvreté et à l'inégalité dans les PMA africains.

TENDANCES EN MATIÈRE DE PAUVRETÉ ET D'INÉGALITÉS

Au cours des trois dernières décennies, le monde a fait des progrès majeurs en matière de développement humain et de réduction de la pauvreté. La proportion de pauvres est passée de 35 % en 1990 à 9,4 % en 2020. Cela représente 689 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde aujourd'hui, contre 1,9 milliard en 1990[1]. Mais le revenu n'est qu'une des nombreuses privations dont souffrent les pauvres. Mesuré par l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui permet de déterminer qui est pauvre et à quel point, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est plus élevé, soit 1,3 milliard : deux tiers vivent dans des pays à revenu intermédiaire et la moitié sont des enfants de moins de 18 ans (PNUD et al., 2019).

Les accomplissements de l'Afrique en matière de développement au cours des trois dernières décennies ont été remarquables. Une forte croissance économique, de 4,5 % en moyenne, a soutenu les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté : La pauvreté monétaire est passée de 54 % dans les années 1990 à 41 % en 2015 (Banque mondiale, 2019). Les données de mesures non monétaires de la pauvreté révèlent des progrès similaires, les niveaux de vie, de santé et d'éducation s'étant considérablement améliorés. L'indice de développement humain (IDH) de la région a augmenté de 35 % entre 1990 et 2018.

Les PMA africains ont contribué aux remarquables réalisations en matière de développement enregistrées par le continent. Parfois, les progrès ont été plus rapides, ce qui a conduit à une convergence vers les résultats des non-PMA en Afrique et ailleurs. Les PMA africains ont enregistré une évolution positive de l'IDH de 46 % entre 1990 et 2018, soit 10 points de pourcentage de plus que la moyenne de la région. Leur IDH, qui représentait 82 % de celui de l'Afrique en 1990, en représente 89 % aujourd'hui.

[1] World Bank Atlas, 2020



Malgré ces progrès, le nombre de pauvres en Afrique a augmenté de près de 50 % depuis 1990, pour atteindre 431 millions, en partie à cause de la forte croissance démographique[2] . Les tendances démographiques et de pauvreté indiquent une concentration de l'extrême pauvreté en Afrique (70% des pauvres du monde) et dans les pays touchés par des conflits. 305 millions de personnes dans les PMA africains vivent dans l'extrême pauvreté, soit 43 %[3] , ce qui est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Les pauvres souffrent de privations qui se chevauchent, bien au-delà des revenus, et qui se renforcent mutuellement et s'accumulent tout au long du cycle de vie. Les indices de pauvreté multidimensionnelle, tels que le IPM[4] publié par le PNUD et l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) depuis 2010, aident à comprendre la nature des multiples privations qui affectent les pauvres et à évaluer les progrès de l'ODD1.2[5]. Mesurée par l'IPM, la proportion de pauvres en Afrique est de 58% et de 63% dans les PMA africains, soit la plus élevée de toutes les régions. L'incidence de la pauvreté en Afrique et dans les PMA africains varie considérablement d'un pays à l'autre, tant en ce qui concerne les revenus que la pauvreté multidimensionnelle.

Les différences de pauvreté à l'intérieur des pays sont tout aussi frappantes. L'inégalité des revenus en Afrique subsaharienne est restée relativement stable à des niveaux très élevés : la part des revenus concentrée dans les 10 % supérieurs de la distribution des revenus a oscillé entre 55 et 60 % au cours des deux dernières décennies. Pour éradiquer la pauvreté en Afrique, les dépenses de consommation annuelles des ménages des 40 % de la population situés en bas de l'échelle devraient augmenter à un taux annuel de 8 %, soit bien plus que le taux enregistré au cours de la dernière décennie (WIL et PNUD, à paraître).

L'URGENCE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE À LA SUITE DE LA PANDÉMIE COVID-19

La pandémie de COVID-19 exacerbe les vulnérabilités préexistantes. La crise accentue les inégalités dans le monde entier. Deux décès sur trois dus à la COVID-19 se sont produits dans les pays en développement[6] . On estime que 100 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté rien qu'en 2020 (UNDESA, PNUD et BM 2020) alors que ce nombre pourrait atteindre 1 milliard d'ici 2030 si le pire scénario de retard de la reprise économique se concrétisait et que les plus vulnérables étaient laissés pour compte. Le développement humain mondial - un indice composite de niveau de vie, d'éducation et de santé - devrait chuter pour la première fois depuis 1990.

Au total, on estime à 400 millions le nombre d'emplois à temps plein perdus dans le monde en raison de la pandémie, les plus vulnérables - les pauvres, les femmes, les personnes âgées, les handicapés, la population migrante, les travailleurs du secteur informel - étant les plus touchés. On estime que l'emploi informel en Afrique représente 86 % de l'emploi total (OIT 2020). Ce groupe de la population est particulièrement vulnérable à l'appauvrissement face à la crise, en raison de l'absence de filets de sécurité, tels que la protection sociale, et d'autres mécanismes de soutien s'ils perdent leurs moyens de subsistance. Plus de la moitié (4 milliards) des personnes dans le monde n'avaient pas accès à une protection sociale avant même que la crise COVID-19 ne frappe, ce qui a eu de graves conséquences sur le développement économique et social (OIT 2017).

[2] Huit des dix pays qui comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté se trouvent en Afrique subsaharienne : Le Nigeria, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Tanzanie, Madagascar, le Mozambique, le Kenya et l'Ouganda.

[3] <https://www.worldpoverty.io/map>

[4] L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) est publié par le PNUD depuis 2010 en coopération avec l'Oxford Poverty and Human Development Initiative. L'indice évalue les privations par rapport à 10 indicateurs. Pour plus d'informations, voir : <http://hdr.undp.org/en/2019-MPI>

[5] L'IPM est un indice composite de 10 indicateurs qui évaluent les privations multiples en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. Pour plus de détails sur les indicateurs et la méthodologie, voir : <http://hdr.undp.org/en/2019-MPI>

[6] A la date du 25 janvier 2021.



En avril 2020, les écoles ont fermé pour 85 % des enfants dans le monde afin de lutter contre la propagation du virus. Les pauvres n'ayant pas accès à l'éducation en ligne, la fracture numérique/digitale risque d'exacerber les inégalités dans l'éducation. Les estimations du PNUD sur le "taux effectif de non scolarisation", ou le pourcentage d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ajusté pour tenir compte de ceux qui n'ont pas accès à Internet, suggèrent que 60 % des enfants ne reçoivent pas d'éducation[7]. La pandémie COVID-19 a aggravé les vulnérabilités préexistantes. Par exemple, dans la région du Sahel, on estime que 12 millions d'enfants ont perdu quatre mois de scolarité en raison de la réponse à la pandémie alors que près de 800 000 enfants n'ont pas pu aller à l'école pendant une année entière en raison de l'insécurité (Conseil norvégien pour les réfugiés 2020). Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée : Selon l'UNESCO, 11 millions de filles supplémentaires pourraient quitter l'école d'ici la fin de la crise et beaucoup pourraient ne jamais y retourner (PNUD 2020). D'après les données recueillies lors de la précédente crise sanitaire, la COVID aura des effets secondaires négatifs multiples sur les femmes et les filles, notamment des taux de pauvreté plus élevés, une augmentation des grossesses non planifiées, une hausse des taux d'abandon scolaire et un accès réduit aux soins de santé.

Les crises du climat et de la biodiversité ne sont pas encore maîtrisées. Aucun continent ne sera plus gravement touché par le changement climatique que l'Afrique. Au-delà de l'intensité et de la fréquence des catastrophes, on prévoit que le changement climatique "réduira le revenu des 40 % les plus pauvres de plus de 8 % d'ici 2020" (Banque mondiale, 2019), sapant ainsi les efforts de réduction de la pauvreté et accroissant les inégalités. D'autre part, les inégalités jouent un rôle dans la manière dont les individus et les communautés interagissent avec l'environnement. Les groupes les plus défavorisés ont des choix limités, ce qui conduit à des comportements qui sapent la nature. En même temps, ce sont eux qui souffrent le plus de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, avec une capacité d'adaptation limitée. La relation auto-renforcée entre les déséquilibres socio-économiques et environnementaux indique que la réduction des inégalités est non seulement intrinsèquement précieuse, mais qu'elle contribue également à réduire la pression sur l'environnement, ce qui permet de construire des sociétés plus résilientes.

L'absorption des effets de la COVID-19 - en termes de revenu par habitant, de flux commerciaux, de transferts de fonds, de tourisme, etc. - devrait prendre au moins trois ans (PNUD 2020). Il est peu probable que le chemin vers la reprise soit linéaire mais plutôt qu'il montre des épisodes de progrès et de régression en fonction de la vitesse et du succès de la vaccination et de l'application de thérapies améliorées dans les différents pays.

L'analyse de plus de 140 études d'impact socio-économique (SEIA) COVID-19 réalisées dans 97 pays montre l'effet dévastateur de la crise sur le tissu socio-économique des pays et la diminution rapide de la marge de manœuvre budgétaire des pays les plus vulnérables pour pouvoir y répondre. Les gouvernements des PMA ont mobilisé en moyenne 2 % de leurs ressources fiscales pour répondre à la crise. Cependant, beaucoup d'entre eux ont été confrontés à un problème d'endettement avant la COVID-19 : 44 % des PMA et des pays à faible revenu avaient été identifiés comme étant à haut risque de surendettement ou déjà surendettés en 2019 (ONU 2020). La chute des prix des produits de base et des envois de fonds, la baisse des recettes touristiques, etc., s'ajoutent à la capacité des PMA à répondre efficacement à une crise COVID-19 prolongée et à investir pour atteindre les objectifs de développement durable.

MIEUX AVANCER POUR RÉALISER LES ODD D'ICI 2030 DANS LES PMA AFRICAINS

La pandémie de COVID-19 a inversé deux décennies de progrès constants en matière de réduction de la pauvreté et a exacerbé les vulnérabilités préexistantes telles que les tendances en matière d'inégalité et de changement climatique, sapant ainsi la réalisation des ODD. Il est urgent que les pays et la communauté internationale prennent des mesures audacieuses, collectives et coordonnées, dans un esprit de solidarité, pour corriger le tir et mieux avancer vers les objectifs de développement durable.

[7] <http://hdr.undp.org/en/content/covid-19-human-development-course-decline-year-first-time-1990>



Questions d'orientation:

1. Quelles sont les politiques et les interventions programmatiques nécessaires pour accélérer la transformation des PMA africains afin de réduire la pauvreté et les inégalités et de favoriser le développement humain ?
2. Compte tenu de l'hétérogénéité des PMA, quelles devraient être les actions prioritaires du nouveau programme d'action en faveur des PMA qui permettraient d'accélérer le développement durable ?
3. Quels moyens novateurs peuvent être utilisés pour parvenir à un bien-être qui permette de s'attaquer simultanément aux problèmes de pauvreté, d'inégalité, y compris du renforcement du pouvoir d'action des femmes et des filles, et du capital humain dans les PMA africains ?
4. Dans les situations de fragilité et de conflit, quelles interventions seraient les plus efficaces pour passer de la fragilité à un développement résilient ?
5. Quels sont les politiques et programmes nécessaires pour renforcer la résilience et promouvoir un développement à l'épreuve des défis actuels et futurs (conflits, changement climatique, sécheresse et faim) dans les PMA africains ?
6. Comment des initiatives à l'échelle du continent, telles que la ZLECA, peuvent-elles être mises à profit pour réduire la pauvreté et les inégalités ?
7. Comment l'Afrique peut-elle tirer parti de sa jeunesse et de ses femmes pour accélérer le développement et le bien-être et pour exploiter le dividende démographique ?
8. Quel rôle la technologie et la numérisation peuvent-elles jouer pour soutenir la transformation structurelle et l'accélération du développement tout en réduisant et en maîtrisant les risques ?
9. Quelles sont les principales interventions nécessaires pour sortir du faible niveau de développement humain dans la région ?

